



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1<sup>ER</sup> Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	77

Objet de la  
délibération:

**Contrat Urbain de  
Cohésion Sociale -  
Avenant de  
prorogation 2014**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Gérard, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine, HERMET Daniel

**REPRESENTES**

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

**ABSENTS :**

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

Transmis le : 17/3/2014

**RAPPORTEUR :** Monsieur Jean-Daniel SANTONI

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 17/3/2014

Par délibération n°2007-06 en date du 16 février 2007, la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'est engagée dans un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).

Ce dispositif, conclu avec l'État et le Conseil régional, vise à enrayer les retards de développement des quartiers prioritaires et à favoriser une équité sociale sur l'ensemble du territoire de la Dracénie.

Par circulaire du 08 novembre 2010, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique et la secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville, ont prolongé la durée de validité des CUCS jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu du contexte social de la géographie prioritaire, l'État a prorogé le CUCS chaque année depuis 2007 et souhaite le reconduire pour l'année 2014.

Depuis 2012, le Conseil régional a annoncé qu'il n'était plus signataire de l'avenant de Contrat Urbain de Cohésion Social, faisant le choix de favoriser plus particulièrement la mise en œuvre des Ateliers Régionaux des Villes (ARV). Cependant, le Conseil régional ne se désengage pas complètement des CUCS 2014 et subventionnera des porteurs de projets éligibles au cahier des charges de l'appel à projet..

A l'échelle intercommunale, 8 quartiers sont signifiés prioritaires :

- pour la commune de Draguignan : Saint-Hermentaire, le Centre Ancien, Les Colettes Est, Les colettes Ouest ;
- pour la commune du Muy : Le Centre ancien, Saint-Andrieu, Les Bellugues, Le Peyrouas ;

En 2013, 25 projets ont été retenus et subventionnés au titre du CUCS à hauteur de 191.500 €. Ils ont bénéficié à 10.259 personnes.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant pour l'année 2014 ;
- autoriser Monsieur le Président à le signer, ainsi que tout document y afférent ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter toutes subventions se rapportant à la gestion opérationnelle du CUCS 2014.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.

17/3/2014  
Mairie de Dracénie  
17/3/2014

# **AVENANT 2014 AU CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE DE LA DRACENIE 2007-2009**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**l'acsé**

l'agence nationale  
pour la cohésion sociale  
et l'égalité des territoires



COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION  
DRACÉNIENNE

**Vu le Contrat Urbain de Cohésion Sociale de 2007-2009  
signé de manière partenariale entre l'Etat (ACSE), les communes du Muy et de  
Draguignan, la Communauté d'Agglomération Dracénoise et le Conseil Régional PACA,  
le 14 mars 2007,**

**IL EST DECIDE DE PORTER AVENANT A LA CONVENTION C.U.C.S., ENTRE :**

**L'Etat,**

représenté par le Préfet du Var, Délégué territorial de l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances (ACSE),

**ET :**

**La Communauté d'Agglomération Dracénoise,**

représentée par le Président, Olivier AUDIBERT-TROIN, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire n° du 27 février 2014, ci-après dénommée la CAD,

**IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :**

Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) de la Dracénie a été signé le 14 mars 2007 entre les villes du Muy et de Draguignan, la CAD, l'Etat (ACSE) et le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur.

Par circulaire du 08 novembre 2010, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique et la secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville ont prolongé la durée de validité des contrats urbains de cohésion sociale jusqu'au 31 décembre 2014.

Le présent avenant a pour objet de prolonger d'une année l'application du contrat urbain de cohésion sociale en modifiant le Titre III Modalités de pilotage, de suivi, de mise en œuvre et d'évaluation, articles n°2.1 : Les partenaires signataires, article 3 Durée, de la convention initiale.

**POUR CELA IL EST CONVENU :**

#### **ARTICLE 1er : Durée d'application du CUCS**

Il est convenu entre les parties de proroger les modalités de mise en œuvre du contrat jusqu'au 31 décembre 2014.

Les dispositions de l'article 1er ne s'appliquent pas aux engagements financiers qui seront fixés par chacun des partenaires signataires selon les modalités budgétaires et comptables qui leur sont propres.

#### **ARTICLE 2 : Champs d'intervention de l'ETAT (ACSE) et de la C.A.D. au titre de l'année 2014**

Au titre de la programmation 2014, l'Agence Nationale pour la Cohésion sociale et l'Egalité des chances (ACSE) et la CAD souhaitent soutenir six champs d'intervention prioritaires : réussite éducative, accès à l'emploi et développement économique, santé, habitat et cadre de vie, lien social, prévention des discriminations.

La prévention de la délinquance sera traitée au titre du FIPD.

En sus de ces champs d'intervention, la CAD soutiendra également les actions de prévention de l'exclusion et contribuera à un égal accès aux loisirs éducatifs, aux vacances des enfants et des jeunes sans activité et/ou en difficulté dans le cadre du programme « Ville Vie Vacances » (VVV).

### **Réussite éducative**

L'accès à l'éducation vise à créer les conditions de la réussite de tous les enfants, jeunes et jeunes adultes en âge de scolarisation. L'intervention de l'ACSE s'entend particulièrement sur les actions suivantes :

- Pour l'éducation, sans se substituer aux obligations de l'Etat en matière scolaire, les actions de soutien renforcé, d'accompagnement à la scolarité des élèves présentant des risques d'échec scolaire, les actions favorisant l'éveil, le développement des facultés d'apprentissage, les actions destinées à favoriser l'égalité filles-garçons, les actions qui visent à identifier les risques de décrochage scolaire.
- Pour l'accès aux savoirs de base, les actions de lutte contre l'illettrisme (insuffisante maîtrise de la lecture et de l'écriture du français), les ateliers socio-linguistiques qui regroupent des actions de proximité favorisant le lien social.
- Pour le soutien à la parentalité, les actions tendant à soutenir et à valoriser les compétences des parents, afin qu'ils puissent effectivement assurer leurs droits et obligations.

### **Accès à l'emploi et développement économique**

L'objectif de l'ACSE en la matière est de développer une offre de services cohérente à l'échelle de la Dracénie en direction des publics prioritaires.

#### **L'emploi**

L'ACSE poursuivra son soutien aux actions dédiées à l'accueil de proximité visant à

- aller au contact direct de publics, qui échappent aux circuits traditionnels d'accompagnement, des jeunes le plus souvent, pour les ramener vers le service public de l'emploi,
- dispenser une information générale sur les dispositifs d'accès à l'emploi, de formation et sur les offres d'emplois,

Egalement en matière d'accompagnement renforcé et d'insertion par l'activité économique, l'ACSE pourra intervenir :

- dans le domaine de l'accompagnement renforcé, développer des formes d'accompagnement innovantes,
- dans le domaine de l'insertion par l'économique, les projets au bénéfice des habitants des quartiers

(jeunes notamment), développement des partenariats avec les entreprises.

Enfin en matière de freins à la mobilité, l'ACSE pourra intervenir pour faciliter l'information et l'accès des publics des quartiers aux services de mobilité disponibles.

#### **Le développement économique**

Pour appuyer la création d'activités et/ou la reprise d'entreprises dans les quartiers prioritaires, l'ACSE pourra contribuer à l'émergence de projets pour l'accompagnement des porteurs de projet (dispositifs d'accueil et de conseil en amont et en aval de la création/reprise).

### **Santé**

Les actions visant à permettre aux publics des quartiers prioritaires d'accéder à une offre de soins de proximité de qualité, à la fois curative et préventive seront également soutenues.

### **Prévention de la délinquance**

Ce volet sera traité désormais au titre du FIPD dans le cadre d'un appel à projet distinct.

## **Habitat et cadre de vie**

Les priorités de l'ACSE, pour les sites concernés par un projet de rénovation urbaine, portent sur l'accompagnement social les habitants des quartiers et notamment ceux qui sont concernées par la transformation de leur cadre de vie, l'embellissement des quartiers.

## **Lien social**

L'ACSE privilégiera les porteurs d'actions d'animation sociale ou destinées au maintien du lien social dans les quartiers prioritaires, notamment les actions de proximité portées par les associations de terrain.

## **Prévention des discriminations**

LL'ACSE soutiendra les actions destinées à la sensibilisation des acteurs (diagnostics territoriaux, plans territoriaux de prévention des discriminations, formation des acteurs) et les actions de lutte contre le racisme.

## **Programme VVV (Ville Vie Vacances)**

Le programme « Ville Vie Vacances », contribue à la prévention de l'exclusion, à un égal accès aux loisirs éducatifs, aux vacances des enfants et des jeunes sans activité et/ou en difficulté.

Les actions s'adresseront prioritairement aux enfants et aux jeunes filles et garçons, âgés de 11 à 18 ans, habitant les quartiers prioritaires durant les vacances scolaires. Plus particulièrement les actions réalisées dans le cadre de la promotion de l'égalité filles/garçons et les actions qui assureront une mixité effective seront privilégiées. Les actions éligibles porteront sur les sorties et séjours en dehors des quartiers, les actions à contenu citoyen et civique, les travaux d'utilité sociales, les actions d'éducation au respect de l'environnement, les actions liées au sport, à la découverte et la pratique culturelle et artistique.

## **ARTICLE 3 : Champs d'intervention de la CAD au titre de l'année 2014**

La CAD a souhaité maintenir son engagement en 2014 dans le CUCS. Souhaitant consolider sa politique intercommunale de cohésion sociale, la CAD soutiendra en collaboration étroite avec les communes de Draguignan et du Muy, les projets associatifs visant à assurer une équité d'accès aux services publics aux populations des quartiers prioritaires dans les champs désignés à l'article 2.

## **ARTICLE 4 : Titres et articles non modifiés**

Hormis les modifications visées aux articles du présent avenant, les autres titres et articles de la convention initiale demeurent inchangés.

Fait à

, en 5 exemplaires, le

**M. Laurent CAYREL**

**M. Olivier AUDIBERT-TROIN**

**Le Préfet du Var, Délégué  
Territorial de l'Agence nationale  
Pour la Cohésion Sociale et  
L'Egalité des Chances**

**Président de la Communauté  
d'Agglomération Dracénoise**